

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

DE LA VILLE DE BEGLES

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2022

MOTION

OBJET : AUTRES DOMAINES DE COMPÉTENCES DES COMMUNES

MOTION DEMANDANT LE CONCOURS DU GOUVERNEMENT POUR LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE DES COLLECTIVITÉS ET LE LANCEMENT D'UN PLAN ÉNERGIE A L'ÉCHELLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

L'an deux mille vingt-deux le 6 octobre, le Conseil Municipal de la Ville de Bègles s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances à la Mairie sous la présidence de Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH, Maire de Bègles, en suite de la convocation adressée le **30 septembre 2022**.

Étaient présents : Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH , Mme Edwige LUCBERNET, M. Marc CHAUVET, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Vincent BOIVINET, Mme Amélie COHEN-LANGLAIS, M. Olivier GOUDICHAUD, M. Pierre OUALLET, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Aurélien DESBATS, Mme Catherine CAMI, M. Xavier-Marie FEDOU, Mme Bénédicte JAMET DIEZ, Mme Isabelle TARIS, M. Pascal LABADIE, Mme Sadia HADJ ABDELKADER, Mme Sylvaine PANABIERE, M. Guénolé JAN, Mme Marie-Laure PIROTH, Mme Typhaine CORNACCHIARI, Mme Laure DESVALOIS, M. Nabil ENNAJHI, M. Florian DARCOS, M. Idriss BENKHELOUF, M. Christian BAGATE, M. Mohammed MICHRAFY, M. Alexandre DIAS, Mme Seynabou GUEYE

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

Mme Fabienne CABRERA donne procuration à M. Marc CHAUVET
M. Jacques RAYNAUD donne procuration à Mme Edwige LUCBERNET
M. Benoît D'ANCONA donne procuration à M. Olivier GOUDICHAUD
Mme Laetitia VASSEUR donne procuration à Mme Marie-Laure PIROTH
Mme Isabelle TEURLAY NICOT donne procuration à Mme Seynabou GUEYE
Mme Fabienne DA COSTA donne procuration à M. Christian BAGATE
M. Christophe THOMAS donne procuration à M. Mohammed MICHRAFY

Secrétaire de la séance : Mme Bénédicte JAMET DIEZ

Le Conseil municipal,

Alerte le gouvernement sur l'explosion des coûts du gaz et de l'électricité, intervenant dans un contexte de grande vulnérabilité énergétique de la France, privée de gaz russe et en possession d'un parc nucléaire en mauvais état sans avoir su investir dans les énergies renouvelables.

Un plan de sobriété énergétique vient d'être dévoilé par Madame Elisabeth Borne, Première Ministre, proposant de baisser de 10 % la consommation d'énergie en France d'ici cet hiver et annonçant la prolongation du bouclier tarifaire pour les ménages, ainsi que sa mise en place pour les petites et moyennes entreprises et pour les « petites » collectivités.

Les collectivités territoriales, qui depuis plusieurs années n'ont plus accès aux tarifs réglementés de l'énergie, sont aujourd'hui placées dans une situation d'urgence qui met à mal leur capacités financières de fonctionnement comme d'investissement.

A Bègles, collectivité qui ne sera a priori pas concernée par la mise en place du bouclier tarifaire, les prévisions financières, portant le coût de l'énergie à 3,6 millions d'euros pour l'année 2023 contre 900 000 euros aujourd'hui, font frémir.

Alors que les collectivités locales évoluent dans un contexte grandissant d'incertitude et de rigueur budgétaire imposée par l'Etat depuis plusieurs années, elles assurent plus que jamais un rôle de bouclier social des services publics locaux, véritables garde-fous de la cohésion sociale et de l'égalité républicaine. Avec des factures énergétiques qui seront multipliées par 3 ou 4 dès l'année prochaine, notre collectivité s'interroge sur sa capacité à poursuivre toutes ses missions de service public si elle ne peut payer ses factures d'énergie demain.

Il y a plusieurs mois, la Ville de Bègles a lancé un plan ambitieux de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables pour son patrimoine municipal. Ce plan, qui vise une meilleure prise en compte des défis climatiques et d'utilisation des deniers publics, vient compléter les nombreuses économies d'énergie déjà réalisées ces dernières années, grâce notamment aux rénovations effectuées sur le mobilier urbain d'éclairage public, à l'extinction de l'éclairage une partie de la nuit et aux actions d'isolation sur le patrimoine municipal. Aujourd'hui, la Ville manque toutefois de ressources financières pour accélérer ces rénovations et être ainsi moins dépendante des fluctuations énergétiques, particulièrement importantes en ce moment.

A très court terme, pour faire face à la situation actuelle, un plan de sobriété d'urgence est en train d'être élaboré, avec pour objectif d'impacter le moins possible les Béglaïses et les Béglaïses et, notamment, les personnes les plus fragiles.

Toutefois, cette crise risquant de devenir structurelle, les seules mesures conjoncturelles ne suffiront pas à impulser les lourds investissements nécessaires à la rénovation et à l'efficacité énergétique de nos territoires. De plus, notre plan de sobriété énergétique d'urgence ne permettra probablement pas d'absorber l'entière hausse des factures sans conséquences pour nos services publics locaux et notre capacité d'investissement future.

Or, nous ne pouvons-nous résoudre à effectuer des coupes franches dans le service public de proximité délivré quotidiennement à nos habitants, ni à augmenter les impôts, ou encore d'abandonner la nécessaire transition écologique et solidaire de notre territoire, visant à renforcer inclusion et vivre-ensemble dans ces temps incertains.

L'effort financier actuel et futur est considérable et ne pourra être réalisé sans le concours de l'Etat français. Il est des prérogatives de l'Etat de protéger les acteurs du territoire en temps de crise, ces derniers subissant les conséquences de nombreuses décisions qui leur ont échappé, telles que l'ouverture au marché des biens essentiels comme l'énergie ou la quasi-disparition de la Dotation Globale de Fonctionnement.

Lors des précédentes crises économiques ou de la récente crise sanitaire, des prêts ont été octroyés aux entreprises et aux banques. Les acteurs publics locaux doivent pouvoir bénéficier dès à présent d'un traitement similaire, afin de permettre la continuité du service public et éviter ainsi un conflit social de grande ampleur.

Par conséquent,

Le Conseil Municipal,

- **Demande au gouvernement d'élargir le bouclier tarifaire à l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs équipements en échange d'un plan ambitieux de rénovation massive de tous les bâtiments publics et de développement du mix énergétique**
- **Demande au gouvernement d'indexer la Dotation Globale de Fonctionnement sur l'inflation**
- **Souhaite être autorisé à emprunter sur 50, voire 100 ans, sans conditions de ressources, sans plafond financier d'emprunt et sans conditionnalité de rentabilité, afin de financer ces rénovations, tant coûteuses que nécessaires, de tout son patrimoine municipal**
- **Considère que l'énergie est un bien commun et non une marchandise et demande à l'Etat français de rétablir le tarif réglementé pour toutes et tous, y compris les collectivités locales, avec une tarification basée sur les seuls coûts réels de production**
- **Au-delà, demande à l'Etat français de mettre la finance au service du climat et de la justice sociale, en taxant à court terme les superprofits des entreprises, puis en lançant une véritable réforme de l'imposition sur la fortune et sur les dividendes ou encore de lutte contre la fraude fiscale**
- **Décide de lancer un plan de sobriété d'urgence, inclus dans sa stratégie municipale énergie/climat, et comprenant des mesures de bonne gestion et de nécessaire préservation des ressources, sans préjudice pour les Béglaises et les Béglais**

POUR EXTRAIT CONFORME,

LE MAIRE,



VOTANTS : 35

POUR : 35

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300395-20221006-SGCM20221007-19-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2022

Affichage : 07/10/2022